

ST PANTALEON DE LARCHE

# **EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

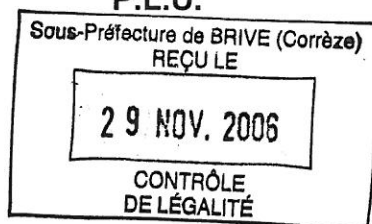
**Délibération n° 2006.110**

Nombre de Conseillers :	
en exercice	27
présents	19
votants	23 dont 4 "POUVOIR"

## **OBJET :**

## **APPROBATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

---  
**P.L.U.**



L'an deux mil six, le seize novembre à 20 h 30

le Conseil Municipal de la Commune de SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE (Corrèze) dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie sous la Présidence de M. DELPECH Jean-Jacques, Maire.  
Date de convocation du Conseil Municipal : 09 novembre 2006.

**PRESENTS** : MM. LAPACHERIE, VALET, PAROUTOT, LOUBRIAT, MINET, LEYMARIE.

Mmes ROULEAU, BORDEROLLE, DUPUY, TOURNADOUR, MONTEIL, DE GRASSE, OUMEDJKANE.

### **Membres de l'Opposition :**

MM. CALEIX, LAROCHE, QUERE.

Mmes VERGNE, LABARDE.

**EXCUSES** : M. GARGALLO ("POUVOIR" donné à M. LAPACHERIE).

Mmes CHASSAIN ("POUVOIR" donné à M. LOUBRIAT), DELBARY ("POUVOIR" donné à Mme BORDEROLLE).

### **Membres de l'Opposition :**

Mme CUEIUILLE ("POUVOIR" donné à M. QUERE).

**ABSENTS** : MM. BIGEAT, VERLHAC, AUDEGUIL.

Mme SOL.

**SECRETAIRE** : Mme ROULEAU

**ADOpte** : 17 voix de la majorité dont 3 "POUVOIR"

**CONTRE** : 6 voix (INITIATIVE CITOYENNE) dont 1 "POUVOIR"

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 123.10, R 123.19 et R 123.25.

Vu la délibération du conseil municipal en date du 14 septembre 2001 prescrivant l'élaboration du plan local d'urbanisme (P.L.U.).

Vu la délibération du conseil municipal en date du 11 octobre 2005 arrêtant le projet de plan local d'urbanisme.

Vu l'arrêté municipal en date du 04 janvier 2006 soumettant à l'enquête publique le projet de plan local d'urbanisme arrêté par le Conseil Municipal.

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur.

Considérant que le plan local d'urbanisme tel qu'il est présenté au conseil municipal est prêt à être approuvé conformément aux articles susvisés du code de l'urbanisme.

Ayant entendu l'exposé du maire et après en avoir délibéré, l'Assemblée :

- DECIDE d'approuver le plan local d'urbanisme tel qu'il est annexé à la présente.
- DIT que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R. 123-24 et R. 123-25 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département ainsi que d'une publication au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R. 2121-10 du code général des collectivités territoriales, la Commune de Saint-Pantaléon-de-Larche ayant une population de plus de 3 500 habitants.

Certifié exécutoire

Reçu en Préfecture  
ou Sous-Préfecture  
le :

Publié ou Notifié  
le :

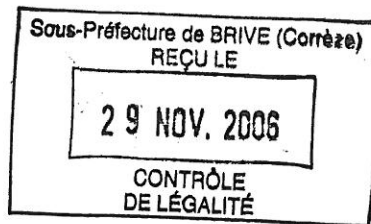
- DIT que, conformément à l'article L. 123-10 du code de l'urbanisme, le plan local d'urbanisme approuvé est tenu à la disposition du public en mairie de Saint-Pantaléon-de-Larche aux jours et heures d'ouverture ainsi que dans les locaux de la Sous-préfecture de Brive-La-Gaillarde.
- DIT que la présente délibération sera exécutoire à compter de :
  - sa réception en sous-préfecture.
  - l'accomplissement des mesures de publicité visées ci-dessus.

*Ont signé au Registre tous les membres présents.*

*Pour copie conforme*

*Le Maire*

*J-J. DELPECH*



ST PANTALEON DE LARCHÉ

## EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

Le MAIRE de la Commune de SAINT-PANTALEON-DE-LARCHÉ (Corrèze), l'an deux mil huit, le vingt six février

ARRETE N° 2008-010

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment les articles R.123-22, R. 123-13 et R. 123-14.  
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 16 novembre 2006 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de Saint-Pantaléon-de-Larche.  
Vu le Plan Local d'urbanisme ainsi approuvé.  
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 21 février 2008 instaurant un Droit de Préemption Urbain sur la Commune.

OBJET :

### ARRETE



**MISE A JOUR DU PLAN  
LOCAL D'URBANISME  
DE SAINT-PANTALEON-  
DE-LARCHÉ**

---

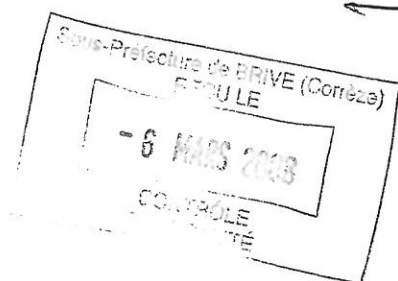
**Annexe supplémentaire :  
Instauration d'un Droit  
de Préemption Urbain**

- **ARTICLE 1<sup>er</sup>** – Conformément à l'article R. 123-22 du Code de l'Urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme de la commune est mis à jour à compter de la date du présent arrêté.
- **ARTICLE 2** – Cette mise à jour porte sur l'insertion d'une annexe supplémentaire au Plan Local d'Urbanisme de la Commune relative à l'instauration d'un Droit de Préemption Urbain sur la Commune, annexé au présent arrêté.
- **ARTICLE 3** – La mise à jour est effectuée sur les documents tenus à la disposition du public :
  - à l'accueil de la Mairie de Saint-Pantaléon-de-Larche,
  - à la Sous-Préfecture de Brive-la-Gaillarde,
  - à la Direction Départementale de l'Equipement de Brive.
- **ARTICLE 4** – Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois.
- **ARTICLE 5** – Copie du présent arrêté sera transmise :
  - à la Sous-Préfecture de Brive-la-Gaillarde,
  - à la Direction Départementale de l'Equipement de Brive.chargés chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Pour copie conforme

Le Maire,

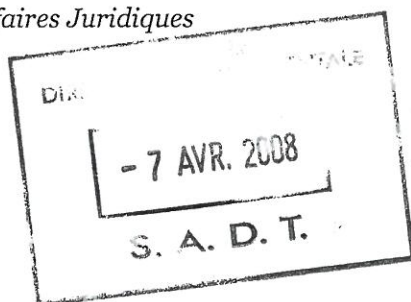
J-J DELPECH





Direction Départementale de l'Équipement  
de la Corrèze  
Secrétariat Général  
Bureau Affaires Juridiques

Tulle, le 10 7 AVR. 2008



### Contrôle de légalité

Bordereau en retour à  
M. le Sous-Préfet de Brive

#### **Nature de l'acte :**

- Autres : Arrêté du maire n° 2008-010 du 26 février 2008  
Mise à jour du Plan Local d'Urbanisme  
Annexe supplémentaire : instauration d'un droit de préemption urbain

Commune : SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE

- La décision ci-jointe n'appelle pas d'observation de ma part.

Pour la Directrice Départementale de l'Équipement,  
La Secrétaire Générale,

*SIGNÉ*

Véronique LAGRANGE

Copie : - SADT-BUD  
- SADT-BDDS  
- Agence Basse Corrèze

# EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

**Délibération n° 2010.004**

Nombre de Conseillers :	
en exercice	27
présents	22
votants	26 dont 4 "POUVOIR"

**OBJET :**

**RÉVISION SIMPLIFIÉE  
DU P.L.U. au titre de  
modifications mineures  
souhaitées par les habitants**

---

**APPROBATION**

RS2 19229-pieces-administratives  
2010.02.04

Le quatre février deux mil dix à 20 h 30,  
le Conseil Municipal de la Commune de SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE  
(Corrèze) dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie sous  
la Présidence de M. DELPECH Jean-Jacques, Maire.  
Date de convocation du Conseil Municipal : 28 janvier 2010.

**PRESENTS** : MM. DELPECH, LAPACHERIE, VALET, CENDRA-TERRASSA,  
PAROUTOT, LAFARGE, SOULETIE, CHARREAU, ROUGIÉ.  
Mmes BORDEROLLE, TOURNADOUR, OUMEDJKANE,  
GIACOA, MORIN, POLOMACK, JUGIE, BIGEAT-MARCOU,  
CHAMBODIE.

**Membres de l'Opposition :**

MM. CALEIX, QUÉRÉ.  
Mmes LABARDE, SCHRAMM.

**EXCUSES** : M. LOUBRIAT ("POUVOIR" donné à M. DELPECH).  
Mme ALLOU ("POUVOIR" donné à Mme BORDEROLLE).

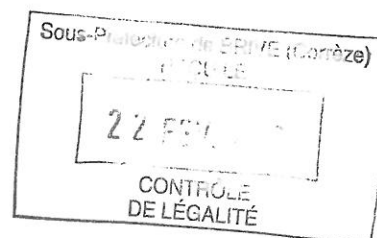
**Membres de l'Opposition :**

M. LAROCHE ("POUVOIR" donné à Mme LABARDE).  
Mme LECIGNE ("POUVOIR" donné à M. QUÉRÉ).

**ABSENT** : M. NUSSAC.

**SECRETAIRE** : Mme OUMEDJKANE.

**ADOpte** : à l'unanimité:



Vu le code de l'urbanisme ;  
Vu la délibération du conseil municipal n° 2006-110 en date du 16 novembre 2006 approuvant son Plan Local d'Urbanisme ;  
Vu la délibération du conseil municipal n° 2008-104 en date du 04 décembre 2008 prescrivant la révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme au titre de modifications mineures souhaitées par les habitants ;  
Vu le projet de Plan Local d'Urbanisme en cours de révision simplifiée ;  
Vu la délibération n° 2010-003 du conseil municipal en date du 04 février 2010 tirant le bilan de la concertation ;  
Vu l'arrêté municipal n° 2009-048 en date du 19 octobre 2009 prescrivant l'enquête publique du Plan Local d'Urbanisme en cours de révision simplifiée ;  
Entendu les conclusions du commissaire enquêteur ;  
Considérant que la révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme telle qu'elle est présentée au conseil municipal est prête à être approuvée conformément aux articles L 123-10, L 123-13 et L 123-19 du code de l'urbanisme ;

Entendu l'exposé du maire et après en avoir délibéré, l'Assemblée :

- **DECIDE d'approuver la révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme au titre de modifications mineures souhaitées par les habitants telle qu'elle est annexée à la présente ;**
- **DIT que la présente délibération fera l'objet, conformément à l'article R 123-25 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal ainsi que d'une publication au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R 2121 du code général des collectivités territoriales ;**

Certifié exécutoire

suite

- DIT que, conformément à l'article L 123-10 du code de l'urbanisme, la révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme au titre de modifications mineures souhaitées par les habitants est tenue à la disposition du public en Mairie de Saint-Pantaléon-de-Larche ainsi qu'à la Direction Départementale des Territoires et dans les locaux de la Préfecture de la Corrèze.
- DIT que la présente délibération sera exécutoire :
  - dans un délai d'un mois suivant sa réception par le préfet si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter à la révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme ou dans le cas contraire à dater de la prise en compte de ces modifications ;
  - après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

Ont signé au Registre tous les membres présents.



Pour copie conforme  
Le Maire, Sous-Préfet  
J-J. DELPECH





RS1 14229 - notes administratives 2010 0209

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

**Délibération n° 2010.002**

Nombre de Conseillers :

en exercice

27

présents

22

votants

26 dont  
4 "POUVOIR"**OBJET :**

**RÉVISION SIMPLIFIÉE  
DU P.L.U. au titre du  
contrôle de légalité :  
rectification d'erreurs  
matérielles**

---

**APPROBATION**

Le quatre février deux mil dix à 20 h 30,

le Conseil Municipal de la Commune de SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE (Corrèze) dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie sous la Présidence de M. DELPECH Jean-Jacques, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 28 janvier 2010.

**PRESENTS** : MM. DELPECH, LAPACHERIE, VALET, CENDRA-TERRASSA, PAROUTOT, LAFARGE, SOULETIE, CHARREAU, ROUGIÉ.  
Mmes BORDEROLLE, TOURNADOUR, OUMEDJKANE, GIACOIA, MORIN, POLOMACK, JUGIE, BIGEAT-MARCOU, CHAMBODIE.

**Membres de l'Opposition :**

MM. CALEIX, QUÉRÉ.

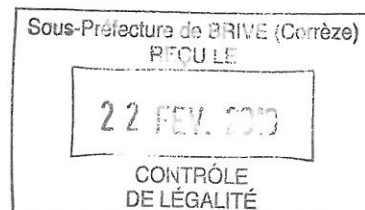
Mmes LABARDE, SCHRAMM.

**EXCUSES** : M. LOUBRIAT ("POUVOIR" donné à M. DELPECH).  
Mme ALLOU ("POUVOIR" donné à Mme BORDEROLLE).

**Membres de l'Opposition :**

M. LAROCHE ("POUVOIR" donné à Mme LABARDE).

Mme LECIGNE ("POUVOIR" donné à M. QUÉRÉ).

**ABSENT** : M. NUSSAC.**SECRETAIRE** : Mme OUMEDJKANE.**ADOpte** : à l'unanimité

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la délibération du conseil municipal n° 2006-110 en date du 16 novembre 2006 approuvant son Plan Local d'Urbanisme ;

Vu la délibération du conseil municipal n° 2007-059 en date du 20 juin 2007 prescrivant la révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme au titre du contrôle de légalité ;

Vu le projet de Plan Local d'Urbanisme en cours de révision simplifiée ;

Vu la délibération n° 2010-001 du conseil municipal en date du 04 février 2010 tirant le bilan de la concertation ;

Vu l'arrêté municipal n° 2009-048 en date du 19 octobre 2009 prescrivant l'enquête publique du Plan Local d'Urbanisme en cours de révision simplifiée ;

Entendu les conclusions du commissaire enquêteur ;

Considérant que la révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme telle qu'elle est présentée au conseil municipal est prête à être approuvée conformément aux articles L 123-10, L 123-13 et L 123-19 du code de l'urbanisme ;

Entendu l'exposé du maire et après en avoir délibéré, l'Assemblée :

- **DECIDE d'approuver la révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme au titre du contrôle de légalité : rectification d'erreurs matérielles telle qu'elle est annexée à la présente ;**
- **DIT que la présente délibération fera l'objet, conformément à l'article R 123-25 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal ainsi que d'une publication au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R 2121 du code général des collectivités territoriales ;**

Certifié exécutoire

suite

- DIT que, conformément à l'article L 123-10 du code de l'urbanisme, la révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme au titre du contrôle de légalité : rectification d'erreurs matérielles est tenue à la disposition du public en Mairie de Saint-Pantaléon-de-Larche ainsi qu'à la Direction Départementale des Territoires et dans les locaux de la Préfecture de la Corrèze.
- DIT que la présente délibération sera exécutoire :
  - dans un délai d'un mois suivant sa réception par le préfet si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter à la révision simplifiée du plan local d'urbanisme ou dans le cas contraire à dater de la prise en compte de ces modifications ;
  - après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

Ont signé au Registre tous les membres présents.  
Pour copie conforme  
Le Maire,  
J.-J. DELPECH





ST PANTALEON DE LARCHÉ

## EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

Le MAIRE de la Commune de SAINT-PANTALEON-DE-LARCHÉ (Corrèze), le seize septembre deux mil dix

17 21/9/2010

ARRETE N° 2010-041

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment les articles R.123-22, R. 123-13 et R. 123-14.

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 16 novembre 2006 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de Saint-Pantaléon-de-Larche.

Vu le Plan Local d'urbanisme ainsi approuvé.

Vu l'arrêté ministériel en date du 10 août 2010 abrogeant l'arrêté du 06 février 1980 instituant des servitudes aéronautiques autour de l'aérodrome BRIVE-LA ROCHE.

OBJET :

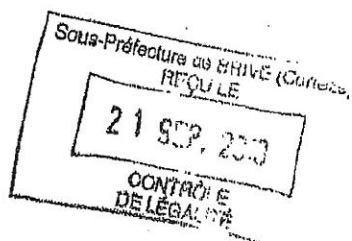
**MISE A JOUR DU PLAN  
LOCAL D'URBANISME  
DE SAINT-PANTALEON-  
DE-LARCHÉ**

### ARRETE

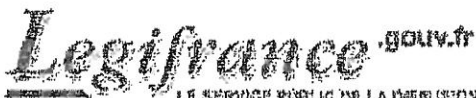


**Annexe supplémentaire :  
Arrêté ministériel en  
date du 10 août 2010**

- **ARTICLE 1<sup>er</sup>** – Conformément à l'article R. 123-22 du Code de l'Urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme de la commune est mis à jour à compter de la date du présent arrêté.
- **ARTICLE 2** – A cet effet, a été annexé au dossier du Plan Local d'Urbanisme l'arrêté ministériel en date du 10 août 2010 abrogeant l'arrêté du 06 février 1980 instituant des servitudes aéronautiques autour de l'aérodrome BRIVE-LA ROCHE.
- **ARTICLE 3** – La mise à jour a été effectuée sur les documents tenus à la disposition du public :
  - à l'accueil de la Mairie de Saint-Pantaléon-de-Larche,
  - à la Préfecture de Tulle,
  - à la Sous-Préfecture de Brive-la-Gaillarde,
  - à la Direction Départementale des Territoires – Agence de Basse Corrèze de Brive.
- **ARTICLE 4** – Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage en Mairie pendant un mois.
- **ARTICLE 5** – Copie du présent arrêté sera transmise :
  - à la Préfecture de Tulle
  - à la Sous-Préfecture de Brive-la-Gaillarde,
  - à la Direction Départementale de l'Équipement de Brive.
 chargés chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.



Pour copie conforme  
Le Maire,  
J.-J. DELPECH



LE SERVICE PUBLIC DE LA DIFFUSION DU DROIT

JORF n°0192 du 20 août 2010 page 15150  
texte n° 3

# ARRETE

## Arrêté du 10 août 2010 portant fermeture de l'aérodrome de Brive-La Roche (Corrèze)

NOR: DEVA1021542A

Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat,  
Vu le code de l'aviation civile, notamment ses articles R. 221-2, D. 211-3, D. 212-1 et D. 212-3 ;  
Vu l'arrêté du 23 novembre 1962 modifié relatif au classement des aérodromes suivant leur usage aéronautique et les conditions de leur utilisation ;  
Vu l'avis du Conseil supérieur de l'infrastructure et de la navigation aériennes en date du 4 juin 1991 ;  
Vu les conclusions de l'enquête technique en date du 19 juillet 2010 ;  
Considérant que l'aérodrome ne remplit plus les conditions techniques et juridiques qui avaient permis d'accorder son ouverture à la circulation aérienne publique,  
Arrête :

### Article 1

L'arrêté du 6 février 1980 approuvant le plan des servitudes aéronautiques protégeant l'aérodrome de Brive-La Roche (Corrèze) est abrogé.

### Article 2 En savoir plus sur cet article...

L'aérodrome de Brive-La Roche (Corrèze) est fermé à toute circulation aérienne et supprimé de la liste n° 1 des aérodromes dont la création et la mise en service ont été autorisées, établie et mise à jour conformément à l'article D. 211-3 du code de l'aviation civile.

### Article 3

Le directeur général de l'aviation civile est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 10 août 2010.

Pour le ministre et par délégation :

L'adjoint au directeur

du transport aérien,

P.-Y. Bissauge

Arrêté n° 2012.069

Commune de Saint-Pantaléon-de-Larche

07/11/2012

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

Le Maire de la Commune de Saint-Pantaléon-de-Larche (Corrèze),  
Jean-Jacques DELPECH

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;  
Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L. 126-1 et R. 126-1, R. 123-22.  
Vu la délibération du conseil municipal n° 2006-110 en date du 16 novembre 2006 approuvant son Plan Local d'Urbanisme ;  
Vu les délibérations du conseil municipal en date du 04 février 2010 approuvant les deux révisions simplifiées du Plan Local d'Urbanisme ;  
Vu l'arrêté préfectoral n° 2012/01 portant institution d'une servitude d'utilité publique en application de l'article L. 211-12 du Code de l'Environnement ;

Nature de l'acte :  
Urbanisme

**OBJET :**

Mise à jour du Plan  
Local d'Urbanisme de  
St-Pantaléon-de-Larche

Annexe supplémentaire :  
Arrêté préfectoral n°  
2012/01 du 12/10/2012  
portant institution d'une  
servitude d'utilité publique

**ARRÊTE**

**Article 1 -** Conformément à l'article L. 126-1 du Code de l'Urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme de la Commune est mis à jour à compter de la date du présent arrêté. A cet effet, ont été ajoutés aux annexes du plan les documents suivants :

- l'arrêté préfectoral n° 2012/01 du 12 octobre 2012 portant institution d'une servitude d'utilité publique relative aux zones de rétention temporaire des eaux de crues du Rieux Tord en application de l'article L. 211-12 du Code de l'Environnement ;
- les annexes de l'arrêté susvisé.

**Article 2 -** Le dossier du Plan Local d'Urbanisme intégrant les mises à jour est tenu à la disposition du public à la mairie.

**Article 3 -** Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage en Mairie pendant un mois.

**Article 4 -** Le présent arrêté sera transmis à :

- Monsieur le Sous-préfet de l'arrondissement de Brive-la-Gaillarde.
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires.
- Monsieur le Responsable des Services de la Commune.

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de cet arrêté.



Certifiée exécutoire

Transmission à la Sous-  
Préfecture de Brive

Publication / Notification

Fait à Saint-Pantaléon-de-Larche, le 7 novembre 2012,

Le Maire,



Jean-Jacques DELPECH

30 OCT. 2012  
MAIRIE DE ST PANTALÉON DE LARCHE

**ARRÊTE PRÉFECTORAL N°2012 / 01  
PORTANT INSTITUTION D'UNE SERVITUDE D'UTILITÉ PUBLIQUE  
EN APPLICATION DE L'ARTICLE L 211-12 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

Le préfet de la Corrèze  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment les articles R. 11-4 à R. 11-13 relatifs à la procédure d'enquête préalable de droit commun et les articles R. 11-22 et R. 11-23 ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Adour – Garonne approuvé le 16 novembre 2009 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 19-2009-00057 du 20 janvier 2010 portant autorisation au titre de l'article L 214-1 du code de l'environnement concernant l'aménagement du ruisseau du Rieux-Tord sur les communes de Saint Pantaléon de Larche et de Brive la Gaillarde ;

Vu la délibération de la communauté de communes Vézère – Causse du 24 février 2011 de demande de l'institution des servitudes d'utilité publique en application de l'article L. 211-12 du code de l'environnement ;

Vu la délibération de la communauté de communes Vézère – Causse du 15 décembre 2011 de validation du dossier visé à l'article R 211-97 du code de l'environnement ;

Vu le dossier transmis par la communauté de communes Vézère – Causse en application de l'article R 211-97 du code de l'environnement, reçu le 5 mars 2012 en sous-préfecture de l'arrondissement de Brive la Gaillarde ;

Vu l'enquête publique prescrite par arrêté préfectoral du 22 mai 2012 qui s'est déroulée du 15 au 29 juin 2012 en mairies de Brive la Gaillarde et de Saint Pantaléon de Larche ;

Vu le rapport et l'avis favorable du commissaire enquêteur établis le 18 juillet 2012 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des risques naturels majeurs réunie le 28 septembre 2012 ;

Considérant l'intérêt de l'opération pour la protection des personnes et des biens et la nécessité d'assurer la conservation des capacités de stockage et d'écoulement des eaux dans les zones de rétention temporaire des eaux de crues du Rieux-Tord (zones de sur-inondation) ;

Sur proposition de Madame le secrétaire général de la préfecture;

**ARRÊTE :**

**Article 1er : Objet**

Est établie au bénéfice de la communauté de communes Vézère – Causse, une servitude d'utilité publique au titre de l'article L 211-12 du code de l'environnement destinées à préserver les capacités de stockage et d'écoulement dans les deux zones de rétention temporaire des eaux de crues (zones

de sur-inondation) du Rieux-Tord, zones dites de la voie romaine et de la voie SNCF, créées sur le territoire des communes de Saint Pantaléon de Larche et de Brive la Gaillarde.

**Article 2 : Périmètre des zones soumises à servitude**

Pour ce projet, le périmètre fixé à l'issue des études de conception hydraulique réalisées sous maîtrise d'ouvrage de la communauté de communes Vézère – Causse concerne sur tout ou partie les parcelles mentionnées sur le plan joint en annexe (plan parcellaire global et extraits de plan par propriétaire) et listées ci-dessous (état par propriétaire joint en annexe) :

Zone dite de la voie romaine				
Référence parcellaire	Propriétaires	Surface totale de la parcelle en m <sup>2</sup>	Superficie soumise à la servitude en m <sup>2</sup>	Nature de l'occupation du sol de la parcelle
Commune de Saint Pantaléon de Larche				
AM 67	Indivision : M. DAYRE Serge et Mme VICENTE Danielle (née DAYRE divorcée)	2 529	2 459	Prairie
AM 68	Indivision : M. DAYRE Serge et Mme VICENTE Danielle (née DAYRE divorcée)	1 328	36	Prairie
AM 69	Indivision : M. DAYRE Serge et Mme VICENTE Danielle (née DAYRE divorcée)	7 541	1560	Prairie
AM 319	Indivision : M. DAYRE Serge et Mme VICENTE Danielle (née DAYRE divorcée)	12 744	7 522	Prairie
Commune de Brive la Gaillarde				
EO 180	Communauté d'Agglomération de Brive	191 127	7 246	Zone d'activités
EO 9	Indivision : M. DAYRE Serge et Mme VICENTE Danielle (née DAYRE divorcée)	7 704	240	Prairie
Zone dite de la voie SNCF				
Référence parcellaire	Propriétaires	Surface totale de la parcelle en m <sup>2</sup>	Superficie soumise à la servitude en m <sup>2</sup>	Nature de l'occupation du sol de la parcelle
Commune de Saint Pantaléon de Larche				
AM 62	M. BOULLE Roger	3 255	334	Bois - taillis
AM 279	M. et Mme CONTRASTIN Marc	4950	1336	Prairie
Commune de Brive la Gaillarde				
EP 603	Communauté d'Agglomération de Brive	202 478	5006	Zone d'activités

**Article 3 : Travaux préalables à l'exercice de la servitude**

**3-1 Consistance des travaux :**

Les travaux de création des zones de rétention temporaire des eaux de crues nécessitent l'aménagement de barrages sur le Rieux-Tord. Ces ouvrages sont situés pour l'un en amont de la voie romaine et pour l'autre en amont de la voie SNCF. Les travaux de création des barrages consistent principalement en la mise en œuvre de matériaux compactables.

**3-2 Clôture des travaux et début d'exécution de la servitude :**

Les travaux de construction des barrages seront réalisés au plus tard le 31 mars 2013.

Au terme des travaux, un arrêté préfectoral constatera leur achèvement et autorisera la mise en œuvre de la servitude. La servitude sera opérante à la date de cet arrêté.



**Article 4 : Accès aux terrains pour les travaux, l'entretien et l'exploitation**

Les propriétaires et exploitants des terrains sont tenus de permettre en tout temps, aux agents chargés des travaux de réalisation des ouvrages, de leur entretien et de leur exploitation, l'accès aux parcelles comprises dans le périmètre des zones soumises à la servitude.

Hors travaux urgents, la communauté de communes Vézère – Causse préviendra par courrier les propriétaires quinze jours avant la date d'intervention.

**Article 5 : Définition de la servitude applicable aux parcelles**

Les parcelles concernées par la servitude sont soumises à des restrictions pour les propriétaires et les exploitants.

**5-1 Sont interdits sur les terrains concernés délimités sur le plan annexé :**

Tous travaux, ouvrages, constructions, activités, dépôts susceptibles de nuire à l'étalement ou à l'écoulement des crues,

Toute édification de clôtures, murs ou haies,

Toute pose de câbles aériens à un niveau pouvant être atteint par les eaux lors des crues,

Tout dépôt de matériaux, gravats, rebuts, déchets divers,

Tout entreposage et tout stationnement de matériels, véhicules et engins roulants ou non, autres que ceux nécessaires à l'exécution de travaux, d'entretien ou d'exploitation des ouvrages sous la responsabilité du bénéficiaire de la servitude,

**5-2 Sont soumis à une déclaration spéciale les travaux suivants qui n'entreraient pas dans le champ d'application des déclarations ou autorisations instituées par le code de l'urbanisme :**

- Les ouvrages techniques indispensables à l'exploitation des services publics ou d'intérêt collectif et dont il sera démontré qu'ils ne peuvent être réalisés qu'à l'intérieur de la zone soumise à la servitude,
- Les modifications de l'état de surface des terrains par substitution de matériaux ou revêtements

Le contenu du dossier de déclaration préalable est décrit à l'article R. 211-103 du code de l'environnement.

**Article 6 : Modalités de déclaration spéciale**

Les travaux ou ouvrages, n'entrant pas dans les champs d'application des autorisations ou déclarations instituées par le code de l'urbanisme, soumis à déclaration spéciale visée à l'article 5 ci-dessus devront faire l'objet du dépôt d'un dossier de déclaration conforme aux dispositions de l'article R. 211-103 du code de l'environnement. Ce dossier est adressé sous pli recommandé avec accusé de réception, au maire de la commune dans laquelle les travaux ou ouvrages sont envisagés, conformément aux dispositions de l'article R. 211-104 du code de l'environnement.

Le maire transmet la déclaration au préfet qui dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception en préfecture, pour s'opposer à l'exécution des travaux ou prescrire les modifications nécessaires.

**Article 7 : Incidences financières**

La communauté de communes Vézère – Causse exerce ses responsabilités de maître d'ouvrage vis à vis de la création des zones de rétention temporaire des eaux de crues visées à l'article 1 et notamment celle d'indemniser les propriétaires et exploitants pour la servitude instaurée et les préjudices que pourraient occasionner l'implantation des ouvrages et le fonctionnement partiel ou total de l'aménagement en période de crue.

Conformément au VIII de l'article L. 211-12 du code de l'environnement, l'instauration de la servitude ouvre droit à indemnités pour les propriétaires de terrains des zones grevées lorsqu'elles créent un préjudice matériel, direct et certain.

A défaut d'accord amiable intervenu dans un délai de trois mois à compter de la notification de la servitude par son bénéficiaire, le juge de l'expropriation peut être saisi pour statuer comme en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Conformément au IX de l'article L. 211-12 du code de l'environnement, les dommages matériels touchant les récoltes, les cultures, le cheptel mort ou vif, les véhicules terrestres à moteur, causés par une sur-inondation liée à une rétention temporaire des eaux dans les zones grevées de servitude, ouvrent droit à indemnités pour les occupants. Toutefois, les personnes qui auront contribué à la réalisation des dommages seront exclues du bénéfice de l'indemnisation dans la proportion qui peut leur être imputable. Ces indemnités sont à la charge du bénéficiaire de la servitude.



**Article 8 : Droit de délaissement**

Conformément au X de l'article L. 211-12 du code de l'environnement, le droit de délaissement s'applique pour une période de 10 ans à compter de la date de publication de l'arrêté préfectoral constatant l'achèvement des travaux et la mise en œuvre de la servitude mentionnés à l'article 3.

**Article 9 : Droits des tiers**

A l'exclusion de ceux réglementés par le présent arrêté, les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 10 : Infractions et sanctions**

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont susceptibles de faire l'objet de sanctions administratives et pénales conformément aux dispositions des articles L. 216-1 et suivants du code de l'environnement et L. 480-1 et suivants du code de l'urbanisme.

**Article 11 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté pourra faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de la date de la publication, d'un recours administratif auprès du préfet de la Corrèze.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Limoges dans les deux mois suivant la date la plus tardive des mesures de publicité prévue à l'article R 111-100 du code de l'environnement.

**Article 12 : Notification**

L'arrêté est notifié aux maires de Brive la Gaillarde et de Saint Pantaléon de Larche, communes concernées, et à la communauté de communes Vézère – Causse, bénéficiaire de la servitude. Cette dernière le notifie à chaque propriétaire intéressé, par lettre recommandée avec avis de réception. Au cas où la résidence du propriétaire serait inconnue, la notification de l'acte est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle se trouve la propriété.

**Article 13 : Publicité**

Le présent arrêté est affiché à la mairie des communes de Brive la Gaillarde et de Saint Pantaléon de Larche pendant 15 jours au moins. Il fait l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs de l'État dans le département. Il fait également l'objet d'une publication sous forme d'avis dans deux journaux locaux.

Les frais de publicité sont à la charge du bénéficiaire de la servitude.

**Article 14 : Annexion aux plans locaux d'urbanisme**

Le présent arrêté et ses annexes constituent une servitude d'utilité publique. A ce titre il doit être annexé aux plans locaux d'urbanisme des communes de Brive la Gaillarde et de Saint Pantaléon de Larche conformément aux dispositions de l'article L 126-1 du code de l'urbanisme.

**Article 15 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de l'arrondissement de Brive, le président de la communauté de communes Vézère – Causse, le maire de Brive la Gaillarde, le maire de Saint Pantaléon de Larche, le commandant du groupement de gendarmerie de la Corrèze et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Tulle, le 12 OCT 2012

Le préfet



Sophie THIBAUT

Arrêté n° 2013.002

15/01/2013

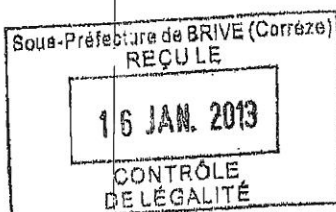


Nature de l'acte :  
Urbanisme

**OBJET :**

Mise à jour du Plan  
Local d'Urbanisme de  
St-Pantaléon-de-Larche

Annexe supplémentaire  
Décret du 2 octobre 2012  
portant abrogation des décrets  
fixant l'étendue des zones et les  
servitudes de protection contre  
les obstacles ou les perturbations  
électromagnétiques applicables  
au voisinage des centres  
radioélectriques de Brive -  
Aérodrome



Certifiée exécutoire

Transmission à la Sous-  
Préfecture de Brive

Publication / Notification

15 JAN. 2013

**Commune de Saint-Pantaléon-de-Larche****ARRÊTÉ DU MAIRE**

Le Maire de la Commune de Saint-Pantaléon-de-Larche (Corrèze),  
Jean-Jacques DELPECH

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L. 126-1 et R. 126-1, R. 123-22.

Vu la délibération du conseil municipal n° 2006-110 en date du 16 novembre 2006 approuvant son Plan Local d'Urbanisme ;

Vu les délibérations du conseil municipal en date du 04 février 2010 approuvant les deux révisions simplifiées du Plan Local d'Urbanisme ;

Vu le décret en date du 2 octobre 2012 abrogeant :

- l'étendue des zones et des servitudes applicables pour la protection des réceptions radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques au voisinage du centre radioélectrique de Brive aérodrome instituées par décret du 5 mars 1985
- l'étendue des zones et servitudes de protection contre les obstacles au voisinage du centre radioélectrique de Brive - aérodrome instituées par décret du 23 août 1991.

**ARRÊTE**

**Article 1 -** Conformément à l'article L. 126-1 du Code de l'Urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme de la Commune est mis à jour à compter de la date du présent arrêté. A cet effet, a été ajouté aux annexes du plan le décret en date du 2 octobre 2012 abrogeant :

- l'étendue des zones et des servitudes applicables pour la protection des réceptions radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques au voisinage du centre radioélectrique de Brive aérodrome instituées par décret du 5 mars 1985
- l'étendue des zones et servitudes de protection contre les obstacles au voisinage du centre radioélectrique de Brive-la-Gaillarde - aérodrome instituées par décret du 23 août 1991.

**Article 2 -** Le dossier du Plan Local d'Urbanisme intégrant la mise à jour est tenu à la disposition du public à la mairie.

**Article 3 -** Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage en Mairie pendant un mois.

**Article 4 -** Le présent arrêté sera transmis à :

- Monsieur le Sous-préfet de l'arrondissement de Brive-la-Gaillarde.
  - Monsieur le Directeur Départemental des Territoires.
  - Monsieur le Responsable des Services de la Commune.
- qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de cet arrêté.

Fait à Saint-Pantaléon-de-Larche, le 15 janvier 2013,

Le Maire,



Jean-Jacques DELPECH



**Légifrance** .gouv.fr

LE SERVICE PUBLIC DE LA DIFFUSION DU DROIT

JORF n°0231 du 4 octobre 2012 page 15536  
texte n° 29

**DECRET**

**Décret du 2 octobre 2012 portant abrogation des décrets fixant l'étendue des zones et les servitudes de protection contre les obstacles ou les perturbations électromagnétiques applicables au voisinage des centres radioélectriques de Brive-la-Gaillarde-Aérodrome (ANFR : 019.024.0002)**

NOR: TRAA1232774D

Par décret en date du 2 octobre 2012, sont abrogés :

- le décret du 4 décembre 1975 instituant les servitudes destinées à assurer la protection contre les obstacles du centre radioélectrique de Brive-Jugeals-Nazareth (Corrèze) ;
- le décret du 16 février 1978 instituant les servitudes destinées à assurer la protection contre les obstacles du centre radioélectrique de Brive-la-Gaillarde-Fourneaux (Corrèze) ;
- le décret du 23 août 1991 fixant l'étendue des zones et les servitudes de protection contre les obstacles au voisinage du centre radioélectrique de Brive-la-Gaillarde-Aérodrome (Corrèze) ;
- le décret du 5 mars 1985 instituant l'étendue des zones et les servitudes applicables pour la protection des réceptions radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques au voisinage du centre radioélectrique de Brive aérodrome, département de Corrèze.





**Nombre de Conseillers**

- En exercice : 27
- Présents : 21
- Excusés : 6
- Votants : 25  
dont 4 pouvoirs

**VOTE : délibération  
adoptée avec**

POUR	25	voix
CONTRE	0	voix
ABSTENTION	0	voix

**OBJET :**

**URBANISME**

Approbation des  
modifications du PLU  
suite à enquête publique



Certifiée exécutoire

Transmission à la Sous-  
Préfecture de Brive

Publication par voie  
d'affichage le

20 FEV. 2013

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

Le dix-huit février deux mil treize à 20 h 30, le Conseil Municipal de la Commune de SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE (Corrèze) dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie sous la Présidence de Monsieur DELPECH Jean-Jacques, Maire.  
Date de convocation du Conseil Municipal : 11 février 2013

**PRESENTS :** Jean-Jacques DELPECH, Dominique BORDEROLLE, Alain LAPACHERIE, Michel VALET, Michel CENDRA-TERRASSA, Dominique PAROUTOT, Marie-Paule TOURNADOUR, Anne-Marie OUMEDJKANE, Marie-Odile MORIN, Denis LOUBRIAT, Sylvie POLOMACK, Martine JUGIE, Laurent SOULETIE, Patrick CHARREAU, Josiane CHAMBODIE, Meriem ALLOU, Fabien ROUGIÉ, Stéphane RAYNAUD, Gérard CALEIX, Raymond QUÉRÉ, Catherine LECIGNE.

**EXCUSES :** Marc LAFARGE, Claudette GIACOIA (pouvoir donné à Dominique BORDEROLLE), Jean-Louis NUSSAC, Nathalie BIGEAT-MARCOU (pouvoir donné à Marie-Paule TOURNADOUR), Evelynne LABARDE (pouvoir donné à Catherine LECIGNE), Florence SCHRAMM (pouvoir donné à Gérard CALEIX).

**SECRETAIRE :** Anne-Marie OUMEDJKANE

Vu le code général des collectivités territoriales,  
Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L. 123-1 à L. 123-20, et R. 123-15 à R. 123-25,  
Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles R. 123-6 à R. 123-23,  
Vu le plan local d'urbanisme (PLU) de la commune approuvé par délibération n° 2006-110 du conseil municipal du 16 novembre 2006,  
Vu les délibérations du conseil municipal en date du 04 février 2010 approuvant les deux révisions simplifiées du Plan Local d'Urbanisme,  
Vu la délibération du conseil municipal n° 2010-072 en date du 7 décembre 2010 décidant la modification n° 2 du Plan Local d'urbanisme relative à la modification du règlement Ux et Uxc-g,  
Vu la délibération du conseil municipal n° 2012-065 en date du 4 octobre 2012 décidant la modification n° 1 du Plan Local d'urbanisme relative à l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AUx du site de l'aérodrome et classement en zone Ux et AUx,  
Vu le projet de modification n° 1 et n° 2 du PLU, établi par la SARL JACE,  
Vu les avis émis sur ce dossier par les diverses personnes publiques consultées, Vu l'ordonnance de M. le Président du Tribunal Administratif de Limoges désignant M. Jean-Marcel MONTARDIER, commissaire enquêteur titulaire et M. Pierre CHAMMARD, commissaire enquêteur suppléant,  
Vu l'arrêté municipal du 15 octobre 2012 prescrivant et organisant l'enquête publique préalable aux modifications du PLU,  
Vu les conclusions du commissaire enquêteur émises à l'issue de cette enquête publique, close le 14 décembre 2012,

Après avoir entendu le rapport du Maire et en avoir délibéré, l'Assemblée :

- **APPROUVE** la modification n° 1 et n° 2 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Pantaléon-de-Larche conformément au dossier annexé à la présente délibération.
- **CHARGE** le Maire d'effectuer les formalités de publicité réglementaire.
- **PRÉCISE** que le plan local d'urbanisme (PLU) ainsi modifié sera tenu à la disposition du public, en mairie, aux horaires d'ouverture au public.



Fait à Saint-Pantaléon-de-Larche, le 18 février 2013,  
Le Maire,

Jean-Jacques DELPECH

26/11/2015

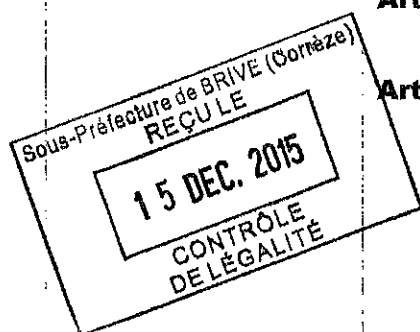
**ARRÊTÉ DU MAIRE**

Nature de l'acte :  
Urbanisme

**OBJET :**

Mise à jour du Plan  
Local d'Urbanisme de  
St-Pantaléon-de-Larche

Annexe supplémentaire :  
Arrêté préfectoral du 27  
juillet 2015 portant  
révision du classement  
sonore des infrastructures  
de transports terrestres du  
département de la  
Corrèze



Certifiée exécutoire

Transmission à la Sous-  
Préfecture de Brive

Publication / Notification

Le Maire de la Commune de Saint-Pantaléon-de-Larche (Corrèze),  
Alain LAPACHERIE

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L. 126-1 et R. 126-1, R. 123-22.

Vu le plan local d'urbanisme (PLU) de la commune approuvé par délibération n° 2006-110 du conseil municipal du 16 novembre 2006,

Vu les délibérations du conseil municipal en date du 04 février 2010 approuvant les deux révisions simplifiées du Plan Local d'Urbanisme,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 18 février 2013 approuvant la modification n° 1 et n° 2 du plan local d'urbanisme.

Vu l'arrêté préfectoral en date du 27 juillet 2015 portant révision du classement sonore des infrastructures de transports terrestres du département de la Corrèze.

**ARRÊTE**

**Article 1** – Conformément au Code de l'Urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme de la Commune est mis à jour à compter de la date du présent arrêté. A cet effet, a été annexé au dossier du PLU, l'arrêté préfectoral en date du 27 juillet 2015 portant révision du classement sonore des infrastructures de transports terrestres du département de la Corrèze.

**Article 2** – La mise à jour a été effectuée sur les documents tenus à la disposition du public à la mairie et à la Préfecture.

**Article 3** – Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage en Mairie pendant un mois.

**Article 4** – Le présent arrêté sera transmis à :

- Monsieur le Sous-préfet de l'arrondissement de Brive-la-Gaillarde.
- Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération du Bassin de Brive,
- Monsieur le Responsable des Services de la Commune.

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de cet arrêté.

Fait à Saint-Pantaléon-de-Larche, le 26 novembre  
2015

Le Maire



Alain LAPACHERIE

27 NOV. 2015